

Dans les ruines de Gaza, la rentrée des universités

Malgré les destructions et le manque de moyens, quelques facultés ont recommencé les cours en présentiel

Sourire à pleines dents, pouce levé et gobelet de café à la main, Dana Al-Sourani fête le retour à la fac en présentiel. «*Le retour à la vie*», écrit l'étudiante, en première année d'ingénierie à l'université Al-Azhar de Gaza, en sous-titre d'une vidéo postée le 31 décembre 2025 sur son compte Instagram. On y voit notamment des professeurs se succédant au tableau blanc, micro à la main, devant des élèves attentifs.

Lors de l'ouverture de la section dentaire de l'université, Dana Al-Sourani a réalisé une vidéo montrant des grappes d'étudiants en blouse blanche, affairés autour de «patients», la bouche ouverte, tenant le rôle de «cobayes» pour les jeunes apprentis. «*Après la guerre, cela est considéré comme un énorme exploit. Personne ne croyait qu'il restait encore des fauteuils dentaires*», raconte au Monde Ines Al-Attar, inscrite en première année de médecine dentaire à l'université Al-Azhar. Tous les témoignages ont été recueillis par téléphone, Israël interdisant toujours aux journalistes étrangers d'accéder à la bande de Gaza.

Malgré la musique pop et le montage dynamique de ces vidéos, difficile de ne pas remarquer le trou béant dans le premier bâtiment filmé en panoramique, ni les fenêtres soufflées de l'université, que Dana Al-Sourani arpente en mode selfie. Et encore moins la gigantesque bâche bleue plastifiée derrière le tableau blanc sur lequel les professeurs écrivent leurs formules, faisant office de mur.

Parcours du combattant

A l'instar des hôpitaux, écoles et bâtiments gouvernementaux, les universités de l'enclave ont été ravagées par l'offensive israélienne lancée en octobre 2023 en représailles à l'attaque du Hamas. Selon une étude du ministère de l'éducation menée avec l'Unesco, 95 % des campus de la bande de Gaza ont été affectés, à des degrés divers, par la guerre, et 22 sur 38 ont été complètement détruits. Sur 206 bâtiments évalués, 195 sont hors service, car démolis ou gravement abîmés.

Les universités de Gaza tentent malgré tout, depuis fin novembre, d'accueillir de nouveau des étudiants, progressivement. «*Des 18 institutions d'enseignement supérieur [dont 12 universités], quatre ont pu reprendre le présentiel de*

manière partielle, et uniquement pour certaines spécialités scientifiques. Le collège universitaire des sciences appliquées a été le premier à redémarrer, dans des locaux loués, ainsi que l'université islamique, l'université Al-Azhar et l'Université de Palestine», précise Abdel Hamid Al-Yaqoubi, porte-parole de l'enseignement supérieur.

Les établissements ne peuvent engager les frais nécessaires à la réhabilitation des locaux ou même se réapproprier les sites, envahis par des tentes de déplacés. Pour leurs étudiants, l'enseignement en ligne, mis en place au printemps 2024, six mois après le début de la guerre, reste donc la règle. Un parcours du combattant, compte tenu des coupures du réseau Internet, de l'absence presque totale d'électricité et du surpeuplement des camps de déplacés, peu propices aux études. «*Parfois, je rêvais qu'un missile me tombe dessus, tellement c'était difficile d'apprendre*», confie Ines Al-Attar, qui a passé le *tawjihi* (le baccalauréat) en ligne, à l'automne, sous la tente familiale plantée sur le rivage sablonneux d'Al-Mawassi, dans le Sud.

Les établissements ayant repris partiellement l'enseignement en présentiel bricolent avec les moyens du bord. D'autant que, en raison des restrictions imposées par l'Etat hébreu dans l'acheminement de l'aide et des produits dans l'enclave, y compris depuis le cessez-le-feu d'octobre 2025, il ne leur est pas possible de renouveler leur matériel cassé. A l'université Al-Azhar, les étudiants en dentaire, médecine, pharmacie et première année d'ingénierie doivent se partager les rares salles qui ont pu être aménagées. «*Nous avons récupéré des chaises brûlées ou endommagées, que nous avons rafistolées avec des planches, témoigne Mohammed Abed, l'un des doyens. Les étudiants restent*

« Nous avons récupéré des chaises brûlées ou endommagées, que nous avons rafistolées avec des planches »

MOHAMMED ABED
doyen à l'université Al-Azhar



Dans un amphithéâtre, lors d'un cours à l'université Al-Azhar, à Gaza, le 20 décembre 2025. EYAD AZAM/MIDDLE EAST IMAGES VIA AFP

parfois assis dessus cinq heures par jour. Après deux années de guerre, il n'y a pas d'autre choix que de se relever et de continuer.»

L'université islamique, classée troisième meilleure université de Palestine et première à Gaza, a elle aussi subi de lourds dégâts. Sur ses 18 bâtiments, 14 ont été détruits et quatre endommagés. «*Des travaux ont commencé sur les deux bâtiments les moins touchés, et certaines salles ont été rénovées pour recevoir les étudiants. Nous prévoyons de réhabiliter le reste d'ici à cinq ans et, entre-temps, de les accueillir dans des structures préfabriquées lorsque leur importation [dans l'enclave] sera possible*», explique le docteur Anwar Al-Sheikh Khalil, doyen de la faculté de médecine, dont le bâtiment a été pulvérisé par l'armée israélienne, qui l'avait au préalable utilisé comme caserne.

Le responsable évoque ses étudiants avec fierté. Bien que ceux des deux premières années aient été contraints aux cours interactifs à distance pendant l'offensive israélienne, ceux de la troisième à

la sixième année ont poursuivi leur cursus directement dans les hôpitaux de l'enclave. «*Ils n'ont pas fait qu'étudier, ils ont aidé les médecins dans des hôpitaux débordés, assiégés et bombardés*», souligne-t-il. Depuis décembre, des centaines d'apprentis médecins ont été diplômés lors de cérémonies organisées à ciel ouvert, devant les bâtiments réduits à l'état de carcasses de l'hôpital Al-Shifa, autrefois le plus grand complexe médical du territoire palestinien.

Six heures de trajet par jour

«*A Gaza, l'attachement à l'éducation est profondément ancré parce que nous n'avons pas de ressources naturelles*, explique Ali Al-Khatib, l'un des doyens du collège universitaire des sciences appliquées. *Le seul capital des familles, c'est d'avoir un enfant diplômé. Nos échanges avec les étudiants révèlent une motivation exceptionnelle à poursuivre leurs études et à reconstruire une vie normale.*»

Pour rejoindre ses cours de dentaire, Ines Al-Attar se lève à 4 h 30, se prépare à la lumière d'une

lampe torche, marche une heure jusqu'au point de départ des taxis, où elle doit parfois trouver cinq autres étudiants pour que le chauffeur accepte le trajet. «*Le voyage dure presque deux heures et le retour peut prendre trois heures. Les routes sont détruites, jonchées de ruines et on s'étouffe à cause de la poussière. Avant la guerre, tout cela ne prenait que deux heures*», raconte-t-elle. Comme l'ensemble des habitants de l'enclave, les étudiants gazaouis font face à d'importantes difficultés de transport liées à la pénurie de carburant, au manque de véhicules, au mauvais état des routes et au coût élevé des déplacements.

Décidée à voir le bon côté des choses, Hamsa Al-Baba, inscrite en première année de médecine à l'université islamique, fait valoir que cette reprise lui a permis de sortir de l'isolement et de la dépression des deux dernières années. «*Je rencontre de nouvelles personnes venues de régions différentes. Je tisse de bonnes relations avec mes professeurs et je deviens plus mature. C'est vrai que le trajet*

est épuisant, mais dans quelques années je serai fière de m'être battue pour pouvoir aller à l'université», confie l'étudiante réfugiée dans le camp d'Al-Bureij, dans le centre de l'enclave.

Pour soulager les étudiants déplacés vers le Sud, une poignée d'universités ont loué des salles dans le centre du territoire et à Khan Younès (Sud). Confrontées à des jeunes dont les familles ont tout perdu, elles proposent également des facilités, comme le paiement échelonné des frais. «*L'occupant israélien a mené un véritable éduicide dans le cadre d'une guerre d'extermination, mais nous avons démontré que nous pouvions poursuivre notre mission malgré tout*», affirme Ibrahim Doghmoush, conseiller juridique à l'Université de Palestine, dont les principaux bâtiments, dans la ville de Gaza, ont été anéantis. Ruinées financièrement, les universités éprouvent les plus grandes difficultés à payer leur personnel et leurs responsables comptent sur l'aide internationale pour se reconstruire. ■

MARIE JO SADER

Les incertitudes de la « deuxième phase » du plan Trump dans l'enclave

La Maison Blanche a annoncé, mercredi, la formation d'un comité national palestinien, censé administrer, à terme, la bande de Gaza

Trois mois après que Donald Trump a imposé un cessez-le-feu à Gaza, le 10 octobre 2025, le « plan de paix » du président américain pour l'enclave demeure un chantier tout entier à définir, soumis à l'attention épisodique qu'il porte à ce conflit. Craignant l'inertie, la Maison Blanche a donc fini par annoncer, mercredi 14 janvier, l'ouverture de la « deuxième phase » du plan Trump. Elle entérine, avant toute reprise des négociations, la formation d'un comité national palestinien pour l'administration de Gaza, censé gérer, à terme, les ruines de l'enclave.

Cet organe est le fruit d'un accord entre les factions palestiniennes, conclu mercredi au Caire. L'Autorité palestinienne et le Hamas s'y sont entendus sur une liste de technocrates apolitiques, qui devraient être menés par Ali Shaath, un ingénieur, ancien vice-ministre de la planification de l'Autorité palestinienne. Originaire de Gaza, Ali Shaath a

été choisi pour ne gêner personne : ni Israël, qui s'est longtemps opposé à toute implication de l'Autorité palestinienne dans l'enclave, ni le Hamas, qui promet de ne remettre ses armes qu'à un gouvernement palestinien.

Souvenir amer

Mercredi soir, le mouvement islamiste s'est dit prêt à faciliter le travail de ce comité, et à «*s'engager dans des approches palestiniennes pour discuter du sujet des armes de la résistance*». Sur le réseau social X, l'envoyé spécial du président américain Donald Trump, Steve Witkoff, a rappelé les objectifs : «*La pleine démilitarisation et la reconstruction de Gaza, en premier lieu le désarmement de tous les personnels non autorisés.*» Il a engagé le Hamas à restituer le corps du dernier otage israélien à Gaza, et a omis de mentionner le retrait de l'enclave que l'armée israélienne est censée poursuivre.

La Maison Blanche doit encore annoncer la formation d'un con-

seil de la paix, chargé de superviser le travail des administrateurs gazaouis. Donald Trump a souhaité, en octobre 2025, en assumer la présidence. Il envisage de s'entourer d'une quinzaine de chefs d'Etat, selon le site d'information américain Axios.

Une première réunion a été évoquée dès la semaine du 19 janvier, durant le Forum économique de Davos, en Suisse. Mais elle pourrait être repoussée, et Washington pourrait se contenter, pour l'heure, d'un comité exécutif du conseil, où siègeraient Steve Witkoff et le gendre de Donald Trump Jared Kushner, selon le *Financial Times*.

Le futur représentant du conseil à Gaza, le Bulgare Nickolay Mladenov, s'est déjà rendu en Israël et en Cisjordanie les 8 et 9 janvier. Cet ancien coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix a acquis le respect des parties, en œuvrant jusqu'en 2020 à empêcher l'écroulement de l'enclave sous blocus israélien. Il con-

serve un souvenir amer de ces négociations indirectes entre Israël et le Hamas, par lesquelles l'armée consentait à desserrer l'étau, en échange d'un calme relatif à la frontière. «*Cette logique de pression violente [de la part du Hamas] en échange de concessions [d'Israël] a fini en désastre pour tout le monde [le 7 octobre 2023]*», jugeait-il dans un entretien avec *Le Monde*, en octobre 2025.

Vaste plan immobilier

Selon le *Financial Times*, Nickolay Mladenov s'est notamment entretenu, au bureau du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, avec Aryeh Lightstone, un Américain proche des cercles trumpiens. A leurs côtés se trouvaient des entrepreneurs américains et israéliens que les diplomates de Tel-Aviv surnomment «*le groupe du Kempinski*», d'après l'hôtel où ils séjournent. «*Ils n'ont aucune fonction officielle, mais ils ont l'oreille de Jared Kushner et mènent la danse, selon une logique*

hors sol d'entrepreneurs du bâtiment», avance l'une de ces sources diplomatiques. Aryeh Lightstone et ces hommes portent un vaste plan immobilier pour Gaza, encore sans financement, que le *Wall Street Journal* évalue à 112 milliards de dollars (environ 96 milliards d'euros) sur dix ans, baptisé «*Project Sunrise*» («*projet Aube*»).

Avant le cessez-le-feu, ils ont été impliqués dans la Gaza Humanitarian Foundation, un système de distribution de l'aide alimentaire chaotique. Des centaines de Palestiniens affamés avaient été tués par l'armée sur ses voies d'accès, avant que la fondation ne se dissolve, en octobre 2025. Elle a cédé ses locaux à un centre de coordination civile et militaire, dirigé par un général américain, où Israël tient occupés des diplomates et des militaires de multiples nationalités. Mais l'armée israélienne garde la main sur les importations dans l'enclave. Elle s'emploie à en écarter

plusieurs agences des Nations unies, ainsi que des organisations non gouvernementales jugées trop critiques.

Depuis octobre 2025, le Hamas, pour sa part, a mis au pas des groupes criminels et intimidés de grands clans, en procédant à des exécutions sommaires. La police patrouille de nouveau dans les rues. Les municipalités assistent les Nations unies pour identifier des terrains où installer des déplacés. Des milliers de policiers palestiniens ont par ailleurs été entraînés par l'Egypte et la Jordanie. Le flou le plus total demeure quant à la composition d'une force internationale, censée garantir le cessez-le-feu, tout comme sur le financement de la reconstruction.

Depuis le 10 octobre 2025, au moins 447 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, selon le ministère de la santé de Gaza, sous l'autorité du Hamas, et trois soldats ont péri. ■

LOUIS IMBERT